

Des revendications immédiates et urgentes

La réalité de la rentrée scolaire, ce sont :

- ❑ des effectifs surchargés de la maternelle à la terminale. Partout les effectifs des classes augmentent. Des classes de maternelle à plus de 30, des classes de collège à 28, 29, 30 et même dans certains cas 31 élèves. Des classes de seconde à 35, 36, et dans certains cas des classes à 40, des sections de lycée professionnels surchargées. Et en plus des listes d'attente en maternelle, des élèves non affectés en collège, en lycée, des élèves qui n'ont pas de place en LP, orientés vers l'apprentissage.
- ❑ des milliers de contractuels sans affectation, près de la moitié, sans contrat, sans salaire au 1^{er} septembre
- ❑ les stagiaires dans le primaire sont en responsabilité de classe avec un tuteur qu'ils verront épisodiquement, dans le secondaire ils doivent 15 heures de cours.
- ❑ des milliers d'enseignants du secondaire mal nommés, en contradiction avec leur statut : des affectations sur plusieurs communes et déplacements continuels. La quasi-totalité des remplaçants du primaire sont affectés à l'année sur des classes, il n'y a presque plus de moyens de remplacement disponibles.

La réalité de cette rentrée 2012, ce sont 12850 postes encore supprimés dans les établissements, écoles et services administratifs : 4700 dans le primaire public pour 5300 élèves supplémentaires, 5600 dans le secondaire public pour 20 à 25000 élèves supplémentaires, 1000 emplois utilisés pour les stages des étudiants en master 2 dans le second degré, 400 postes d'administratifs. Seuls 1150 postes statutaires ont été rétablis sur les 14000 supprimés.

La circulaire de rentrée de M. Chatel est maintenue avec son cortège de contre-réformes : ECLAIR, école du socle et les expérimentations d'échanges de services entre primaire et secondaire, réforme du lycée et des STI....

La réalité en cette rentrée ce sont les salaires nets qui continuent de diminuer, c'est le maintien du blocage de la valeur du point d'indice, le maintien de la journée de carence, les fins de mois de plus en plus difficiles.

Recevant les fédérations syndicales le 4 septembre, la ministre de la Fonction Publique, Madame Lebranchu n'a pris aucun engagement ni sur les salaires, ni sur le jour de carence.

Des premiers rassemblements et délégations d'établissements dans les IA et rectorats ont eu lieu ou sont annoncées pour obtenir des mesures d'urgence à Créteil, Paris, dans la Vienne, Amiens Bordeaux, Côtes d'Armor, Bouches du Rhône...

La FNECFP appuie toutes les demandes des collègues pour faire face à cette rentrée et appelle ses syndicats à établir, avec les personnels, les cahiers de revendications immédiates et urgentes et à prendre toutes les initiatives pour les faire valoir, y compris la grève quand les conditions sont réunies.

Les demandes des collègues sont légitimes : ils veulent les moyens d'enseigner, le respect de leur statut, l'arrêt de la dégradation de leurs conditions de travail, le maintien de leur pouvoir d'achat.

Le ministre doit prendre la mesure de la situation afin que les moyens soient débloqués pour que les IA et recteurs puissent répondre aux demandes d'ouverture de classe et d'attribution d'heures et de postes formulées dans les écoles, établissements et services.

La FNECFP FO demande à être reçue par le ministre et à tous les niveaux pour porter ces demandes.